

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Financement de la Turquie d'Erdogan par l'Union européenne

Un scandale politico-économique depuis 20 ans



This project is co-funded by the European Union
and the Republic of Turkey



**Une étude du cabinet CP Consulting, pour la fondation Patriots for Europe
sous la direction de Constantin Pikramenos**



Financement de la Turquie d'Erdogan par l'Union européenne

Un scandale politico-économique depuis 20 ans



Sommaire

AVANT-PROPOS	5
<u>La schizophrénie de Bruxelles</u>	<u>6</u>
INTRODUCTION	7
<u>La candidature « éternelle » turque</u>	<u>8</u>
INSTRUMENT D'AIDE DE PRÉ-ADHÉSION (IAP)	11
<u>Le cadre du Partenariat pour l'adhésion</u>	<u>12</u>
<u>Les financements</u>	<u>12</u>
<u>Liste des programmes (avec la participation turque)</u>	<u>13</u>
<u>La Cour des comptes</u>	<u>15</u>
FINANCEMENT DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE » TURQUE	17
<u>La situation socio-politique en Turquie</u>	<u>18</u>
<u>Instruments du financement des ONG turques</u>	<u>20</u>
LES ONG PRO ERDOGAN FINANCÉES PAR L'UE	21
<u>Introduction</u>	<u>22</u>
<u>Cojep International</u>	<u>23</u>
<u>TÜGVA</u>	<u>24</u>
<u>La Fondation Ensar</u>	<u>25</u>
<u>Türk Kızılayı</u>	<u>25</u>
<u>KADEM</u>	<u>27</u>
FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DES FORCES DE SÉCURITÉ	29
<u>Horizon</u>	<u>30</u>
<u>La recherche militaro - sécuritaire</u>	<u>31</u>
<u>Financement des forces de sécurité</u>	<u>32</u>
FINANCEMENT DES THINK TANKS	35
<u>SETA, think tank d'Erdogan</u>	<u>35</u>
NOTES	44

Avant-propos



La schizophrénie de Bruxelles

Plus personne ne croit à une adhésion pleine de la Turquie à l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui. Pourtant les versements des milliards d'euros de la part de l'UE se poursuivent. Car l'assistance financière de l'Union européenne possède sa propre « logique ». En fait, elle est totalement indépendante du politique, c'est-à-dire des négociations d'adhésion avec Ankara.

Selon Claire Visier, politologue, spécialiste des relations UE-Turquie et enseignante à l'université de Rennes : « J'ai vraiment été étonnée de découvrir deux mondes hermétiques l'un à l'autre. Les agents turcs, comme les agents européens, en charge ou travaillant dans les projets financés sur fonds européens, ne savent parfois même pas quels chapitres sont ouverts à la négociation et n'en connaissent pas les critères politiques »¹.

Malgré le blocage des négociations sur des chapitres concernant « l'acquis communautaire », le financement de la Turquie continue sans poser de question. **Ce n'est pas parce que l'Union européenne a mis son veto sur plusieurs chapitres que le domaine concerné par ces chapitres n'a pas reçu et ne reçoit pas d'aides financières de l'UE.** De même, ce n'est pas parce que la Turquie refuse d'ouvrir un chapitre, qu'elle ne reçoit pas de subventions pour ce chapitre.

La société civile

C'est une des priorités déclarées de l'Union européenne qui concerne le soutien de la société civile et des ONG qui travaillent dans le domaine des Droits de l'Homme. Mais 82 % des fonds européens destinés à cette « société civile » transitent via les ministères turcs, c'est-à-dire via le gouvernement d'Erdogan.

« Que la Turquie progresse ou non dans ses réformes et dans sa démocratisation, elle reçoit l'argent. Il y a sans conteste des rentes administratives, certains ministères gérant des projets lourds et extrêmement coûteux. Les fonds ont bénéficié à l'État turc et lui ont même permis d'étendre son périmètre d'action. Ce qui peut même poser problème en cas de vampirisation de l'État par le pouvoir en place » rappelle Claire Visier².

Les sociétés Consulting

L'argument que les bureaucrates de Bruxelles utilisent pour justifier la continuation du financement de la Turquie d'Erdogan est que si l'Union Européenne arrêta ces virements, elle perdrait l'un des seuls leviers d'action qu'elle peut - théoriquement - activer sur la scène administrative et sociale turque. Selon Claire Visier « Si l'UE suspendait des financements, elle perdrait un « retour sur investissement » car une bonne partie de l'argent que Bruxelles donne à la Turquie revient à l'Europe puisque il sert à financer l'envoi d'experts européens ou les actions de nombreuses sociétés européennes de consulting »³.

Les purges

À la suite de la tentative de coup d'État (du 15 Juillet 2016), les financements européens (voir IAP II) ont cependant baissé mais d'abord et avant tout à cause des purges administratives. Un certain nombre de fonctionnaires (proches de la Confrérie Fethullah Gulen selon les procureurs turcs) compétents en matière de financement européen ayant été limogés, l'État turc n'a plus été en mesure d'assurer le suivi rigoureux des financements européens.

Introduction



Constantin Pikramenos

Directeur d'étude
CP Consulting

La candidature « éternelle » turque

Associée à la Communauté économique européenne depuis 1963, la Turquie a déposé sa candidature en 1987 et est officiellement candidate depuis 1999. Elle a signé un partenariat avec l'Union douanière de l'UE en 1995 et entamé de nombreuses réformes pour répondre aux critères d'adhésion, comme l'abolition de la peine de mort.

Les négociations se sont ouvertes depuis 2005 sur la base des critères de Copenhague (1993) qui promulguent la mise en place d'« institutions stables garantissant l'état de droit, la démocratie, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle au sein de l'Union européenne, la capacité d'assumer les obligations d'adhésion et notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire »⁴.

L'importance « particulière » turque

Presque la moitié du commerce extérieur de la Turquie se fait avec l'Union européenne. La Turquie est le cinquième partenaire commercial de l'UE et l'Union le premier pour la Turquie. On estime que 5 millions de Turcs vivent en Europe, notamment en Allemagne.

La Turquie est située sur les routes de l'énergie puisqu'elle est traversée par des oléoducs ou gazoducs essentiels à l'approvisionnement de l'UE, tels que l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) ouvert en 2005 qui transporte du pétrole de la mer Caspienne au port turc de Ceyhan, sur les rives de la Méditerranée.

Par ailleurs, la Turquie, qui a 95 % de son territoire en Asie, occupe une position géostratégique incontournable pour la politique extérieure de l'UE et accueille aujourd'hui **4 millions des réfugiés** (Syriens et Afghans).

L'agressivité turque

La Turquie qui occupe depuis 1974 le nord de l'île de Chypre (membre de l'UE), se trouve dans un conflit de basse intensité contre le PKK kurde depuis 1984 et elle refuse aussi de reconnaître le génocide arménien perpétré pendant la Première Guerre mondiale par le gouvernement ottoman.

Casus belli contre la Grèce depuis 1995

Lors de la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit maritime (1995) par la Grèce, le gouvernement grec a déclaré expressément se réserver le droit d'étendre à tout moment la largeur de sa mer territoriale jusqu'à 12 milles marins. Le droit d'extension de la mer territoriale à 12 milles marins est un droit souverain, exercé de manière unilatérale et par conséquent n'est soumis à aucune contrainte ou exception, de quelque nature que ce soit. Il ne peut pas être contesté par des États tiers (l'article 3 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ne permet aucune exception quant à ce droit).

La Turquie qui a elle-même, depuis 1964, étendu sa mer territoriale (en mer Noire et en Méditerranée) à 12 milles marins, a émis le 8 juin 1995 une résolution selon laquelle le gouvernement turc a toutes les compétences et *ad infinitum* pour déclarer la guerre (*casus belli*) à la Grèce si cette dernière étendait sa mer territoriale à plus de 6 milles marins. Le retrait de *casus belli* a été inclus dans les critères de base pour l'adhésion de la Turquie à l'UE dans le cadre de son obligation de respecter pleinement le droit international et les relations de bon voisinage, l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne.

Chapitres de négociations

Les négociations d'adhésion avec la Turquie, ouvertes en 2005, sont au point mort depuis des années. 16 des 33 chapitres sont déjà ouverts mais les 27 pays de l'UE avaient annoncé en décembre 2016, sous la pression de l'Autriche, qu'ils n'envisageaient pas, « dans les circonstances actuelles », d'ouvrir de nouveaux chapitres de négociations. La plupart des États membres de l'UE n'ont toutefois pas souhaité pour l'heure suspendre officiellement ces négociations d'adhésion, craignant de provoquer une rupture définitive avec un partenaire clé sur le dossier migratoire et dans la lutte antiterroriste.

Réflexions sur l'élargissement

Si le Conseil de l'Union de juin 2019 a rappelé l'importance de l'intégration de nouveaux membres, celui de novembre 2019 a également affirmé que « l'utilité d'examiner l'efficacité du processus des négociations d'adhésion a été communément admise ». Le 5 février 2020, la Commission européenne a publié un communiqué allant dans ce sens et posant les bases d'une possible réforme du processus d'adhésion. Dans le cadre de la future et potentielle intégration des États des Balkans et de la Turquie, elle souligne « l'importance des réformes fondamentales sur le plan démocratique, économique et de l'état de droit, de même que sur les valeurs fondamentales »⁵.

Elle exprime aussi son souhait d'instaurer un principe de « réversibilité » du processus qu'elle détaille ainsi : « Les négociations pourraient être mises en sommeil dans certains domaines ou, dans les cas les plus graves, être suspendues tout à fait, tandis que des chapitres déjà clôturés pourraient être rouverts ; les bénéfices que confère une intégration plus étroite, comme l'accès aux programmes de l'UE, pourraient être momentanément interrompus ou supprimés, et la portée et l'intensité du financement de l'UE pourraient être revues à la baisse »⁶.

Erdogan : Ne vous défendez pas, attaquez !

Fin septembre 2021, le président turc Erdogan a accueilli une délégation de l'Union des démocrates internationaux (UID), l'organisation de son parti en Europe, au palais de Dolmabahçe à Istanbul. Il s'est prononcé contre l'islamophobie et le racisme devant les caméras. Cependant, il a demandé aux membres de son parti d'être « plus agressifs et actifs », pendant la partie à huis clos de la réunion.

Erdogan a exhorté les membres de l'UID à soulever ces questions en public comme base de coopération avec d'autres communautés musulmanes et migrantes. Il a également affirmé que la xénophobie et l'animosité envers l'islam deviendraient plus répandues en Europe à mesure que les difficultés économiques augmenteraient dans l'ère post-pandémique.

Les délégués de l'UID ont déclaré qu'ils souhaitaient que les institutions étatiques turques leur fournissent davantage d'aide. De plus ils se sont également plaints que les opposants au régime d'Erdogan vivant en Europe réussissaient mieux à influencer l'opinion publique. Selon eux, les opposants étaient délibérément favorisés par les pays européens « anti-Turquie ». Erdogan a réitéré sa promesse du plein soutien des agences gouvernementales turques.

Interrogé par un cadre de l'UID qui vit en Allemagne, sur « le fait que les partisans d'Erdogan n'ont pas pu trouver l'occasion d'expliquer leur cas »⁸, le président turc a déclaré aux délégués de l'UID : « *Taarruz etmek* »⁹ en turc. C'est un terme militaire pour dire « attaquez » montrant qu'Erdogan considère la lutte politique comme une guerre.

L'UID a été fondée à Cologne en 2004 sous le nom d'Union des démocrates turcs de l'Union européenne (UETD) et a changé son nom en UID afin d'améliorer son image. Elle compte actuellement 152 bureaux dans 17 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Tchéquie, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Suède, Suisse et Royaume-Uni.



Instrument d'aide de pré-adhésion (IAP)

Le cadre du Partenariat pour l'adhésion

Sur la base du Partenariat pour l'adhésion défini par les autorités européennes, qui liste ce que l'Union européenne considère comme priorités dans la préparation à l'adhésion, les pays candidats rédigent leur *Plan National pour l'Adoption de l'Acquis*.

Établi par le ministère turc des Affaires européennes, ce document reprend plus ou moins les éléments du Partenariat pour l'adhésion et définit les priorités nationales. À partir de ces deux documents, les instances européennes établissent un Programme exécutif multi-annuel qui trace de façon très générale les grandes priorités et les équilibres financiers des cinq composantes de l'*Instrument d'aide à la pré-adhésion (IAP)*.

L'IAP comprend **cinq volets** :

- aide à la transition et renforcement des institutions, dont la société civile ;
- coopération transfrontalière ;
- développement régional ;
- développement des ressources humaines ;
- développement rural.

La programmation (c'est-à-dire la définition de grands programmes dans ces cinq domaines) est précisée au cours d'un processus de va-et-vient entre la Commission européenne et le ministère des Affaires européennes de Turquie, en lien avec les ministères sectoriels. La Commission européenne contrôle la conformité des propositions de programmes avec les documents de cadrage, statue sur leur recevabilité et, le cas échéant, la renvoie à l'administration turque pour développement.

C'est ensuite à partir de cette base que se formalisent les programmes, la Commission européenne effectuant un tri, établissant des commentaires et donnant son approbation aux ébauches puis aux projets de plus en plus détaillés de programmes.

Les financements

PAP (2000-2006)	1.23 Md d'euros
IAPI (2007-2013)	4.88 Md d'euros
IAP II (2014-2020)	4.50 Md d'euros

Entre 2000 et 2006, la Turquie a reçu au titre du *Programme d'aide de pré-adhésion (PAP)* près de **1,23 Md d'euros**. Plus précisément, la Turquie a reçu 250 millions en 2004, 300 millions en 2005, et encore 500 millions en 2006. Il s'agissait de l'argent lié aux procédures de transition en vue de l'entrée future de la Turquie dans l'UE. Dans le même temps, le programme MEDA garantissait à la Turquie un soutien financier de **900 millions d'euros** dans la période de 2000 à 2006.

L'*Instrument d'aide de préadhésion - IPA*, (qui a remplacé le PAP en 2007), était doté de **4,873 Md d'euros** sur la période 2007-2013 pour la Turquie. En tant que pays candidat, la Turquie bénéficie sur cette période de l'ensemble des composantes du nouvel instrument de pré-adhésion : non seulement le renforcement institutionnel et la coopération transfrontalière, mais également les volets développement régional, ressources humaines, développement rural (Fonds social européen, fonds structurels, etc.)

Les moyens financiers consacrés par l'Union européenne à la Turquie ont été justifiés par la taille (plus de 70 millions d'habitants en 2007) et le niveau de développement du pays (43,3 % de la moyenne de l'UE-27 en termes de PIB/habitant en 2007).

Plus précisément, l'aide communautaire cumulée à la Turquie (subventions + prêts) sur la période 2000-2009 se lève à **2,8 Md d'euros** et elle se concentre principalement sur la cohésion économique et sociale, des programmes d'aide à l'alignement et à la mise en œuvre de l'acquis communautaire, les critères politiques, le domaine justice - liberté - sécurité, l'agriculture, l'environnement ou encore les transports.

S'agissant du renforcement des institutions, la promotion des droits de l'Homme et de l'État de droit a été abordée dans plusieurs projets visant les services de police et de gendarmerie, les forces armées (état-major turc), l'appareil judiciaire et la société civile. Des échanges à grande échelle avec l'Union européenne ont été rendus possibles par la participation de la Turquie à des programmes communautaires tels que *Socrates*, *Leonardo da Vinci* et *Jeunesse*, ainsi que par l'octroi de subventions comme les bourses *Jean Monnet*.

La Turquie a également participé activement aux 5e et 6e programmes-cadres communautaires pour la recherche (PCRD). Tenant compte de l'état de développement relativement avancé des infrastructures de transport en Turquie, l'aide communautaire aux investissements en matière d'infrastructures s'est orientée presque exclusivement sur les infrastructures environnementales.

Les activités de développement régional, centrées sur les régions moins développées de Turquie, ont été soutenues par différents programmes. Plusieurs instruments ont également été développés en faveur de l'aide aux PME, dont la création de centres d'affaires et d'instruments de prêt aux petites entreprises. Dans le domaine de l'emploi, une aide a été consacrée à la fourniture de conseils stratégiques et au renforcement des services publics pour l'emploi.

S'agissant de l'éducation, une aide importante a été fournie dans le cadre de programmes communautaires portant sur l'enseignement de base et la formation professionnelle. En matière d'exclusion sociale, l'aide communautaire a mis l'accent sur l'éradication du travail des enfants. Elle a également porté sur le renforcement de l'organisme de sécurité sociale, l'esprit d'entreprise des femmes et la résolution des problèmes d'intégration des villes connaissant un afflux important de migrants.

Enfin, l'aide de pré-adhésion dans le secteur agricole s'est essentiellement concentrée sur l'alignement avec l'acquis communautaire, le développement des capacités administratives et l'éradication des maladies animales endémiques, plutôt que sur l'aide économique aux exploitations agricoles ou à l'industrie de transformation.

Liste des programmes (avec la participation turque)

COSME

C'est le programme de l'UE pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (PME) de 2014 à 2020 avec un budget prévu de **2,3 milliards d'euros**.

COSME soutiendra les PME dans les domaines suivants :

- Un meilleur accès au financement pour les PME
- Accès aux marchés
- Accompagnement des entrepreneurs
- Des conditions plus favorables à la création et à la croissance d'entreprises

L'accord accordant le droit à la Turquie de participer au programme COSME a été signé le 16 octobre 2014

Customs 2020

C'est un programme visant à assurer le fonctionnement efficace du marché intérieur en luttant contre la tendance croissante à la fraude et en renforçant la compétitivité des entreprises européennes. Le programme vise à renforcer la sécurité et la sûreté à l'intérieur des frontières européennes en développant les procédures douanières.

Il est doté d'un budget de 547,3 millions d'euros et couvre la période de 2014-2020. Il facilitera également la mise en réseau, les actions conjointes et la formation du personnel douanier, tout en finançant des systèmes informatiques pour permettre le développement de la douane électronique en Europe. La Turquie participe aux programmes douaniers depuis 1996. L'accord accordant à la Turquie le droit de participer au programme Customs 2020 a été signé le 16 juillet 2014.

Fiscalis 2020

Afin d'améliorer le fonctionnement des systèmes fiscaux dans le marché intérieur, l'UE gère le programme Fiscalis. L'objectif global de ce programme est d'améliorer le bon fonctionnement des systèmes fiscaux dans le marché intérieur en renforçant la coopération entre les pays participants, leurs administrations et leurs fonctionnaires. Le programme dispose d'un budget de 234,3 millions d'euros et s'étendra sur la période 2014-2020. La Turquie participe aux programmes Fiscalis depuis 2003. L'unité *Europe* du ministère des Finances turc est responsable de la gestion du programme. L'accord accordant à la Turquie le droit de participer au programme Fiscalis 2020 a été signé le 16 juillet 2014.

EaSI

La Turquie a signé un accord avec la Commission européenne en février 2015 pour participer à deux des trois piliers du programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Doté d'un budget total de 920 millions d'euros, l'EaSI couvrant la période 2014-2020 vise à moderniser le marché du travail et les systèmes de sécurité sociale, à soutenir financièrement l'entrepreneuriat social et à contribuer à l'augmentation du taux d'emploi, notamment chez les jeunes. Ce programme contribue à l'amélioration des conditions de travail, au renforcement de la protection sociale et à la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

Erasmus +

Depuis 2004, la Turquie fait partie d'Erasmus. Sur le site web de l'Institut Technologique d'Izmir (IZTECH) on peut lire que « *Notre candidature pour la période Erasmus+ 2021-2027 a été acceptée avec 100 points complets par la Commission européenne. En tant qu'IZTECH, nous sommes fiers d'annoncer que nous sommes prêts pour de nouveaux accords bilatéraux Erasmus+ et de tout nouveaux projets dans la nouvelle ère ! Pour la période 2021-2027, nous nous rapprochons de notre objectif d'envoyer plus d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur en Europe. IZTECH participe activement au programme Erasmus depuis 2004. Nous avons 107 accords interinstitutionnels avec 23 pays du programme. Nous continuerons à étendre notre participation à Erasmus par de nouveaux accords et projets bilatéraux.* »⁷

D'après la délégation de l'Union européenne, 106 000 turcs auraient pu profiter d'Erasmus.

La Cour des comptes

La Cour des comptes européenne a adopté le 22 octobre 2009 un rapport spécial sur la gestion, par la Commission, de l'aide de pré-adhésion en faveur de la Turquie. Elle a relevé des **déficiences dans la gestion de l'aide**, en particulier sur la période 2002-2006.

La Cour a cependant noté que des améliorations notables avaient été apportées depuis 2007 dans le cadre de l'instrument de pré-adhésion, dont l'impact ne pourrait cependant être évalué qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'instrument. Elle a recommandé à la Commission d'améliorer la gestion de l'aide, en particulier s'agissant de la définition d'objectifs stratégiques de l'aide, la fixation de délais plus réalistes pour leur réalisation ainsi que le contrôle de la performance des projets mis en œuvre en Turquie.

Sur la base du rapport de la Cour, le conseil des affaires générales a adopté le 26 avril 2010 des conclusions qui invitent la Commission à prendre en compte les recommandations formulées par la Cour, afin de poursuivre les efforts déjà engagés visant à l'amélioration de la gestion et de l'efficacité des fonds alloués à la Turquie.

Le rapport 2018

Selon le deuxième rapport (en 2018) de la Cour « dans la pratique, les fonds de l'IAP dépensés n'ont pas permis de répondre de manière satisfaisante à une série de besoins fondamentaux dans les secteurs de l'état de droit et de la gouvernance, où certaines réformes indispensables se font attendre. Dans les domaines où la volonté politique était plus forte, comme les douanes, l'emploi et la fiscalité, les projets de l'IAP I (2007-2013) ont contribué à l'alignement de la Turquie sur l'acquis et au renforcement de ses capacités administratives.

Toutefois, la viabilité de ces résultats est compromise par la difficulté de dépenser les fonds de l'IAP disponibles et par le recul des réformes. **Nous estimons donc que l'IAP n'a eu qu'une efficacité limitée.** Cependant, dans les faits, les fonds dépensés au titre des objectifs de l'IAP I n'ont guère permis de répondre à certains besoins fondamentaux dans des domaines tels que l'indépendance et l'impartialité de la justice, la lutte contre la grande corruption et contre la criminalité organisée, la liberté de la presse, la prévention des conflits d'intérêts et le renforcement de l'audit externe et de la société civile.

Selon l'analyse réalisée par la Commission elle-même, des progrès insatisfaisants sont enregistrés dans ces domaines depuis plusieurs années, en raison d'un manque de volonté politique de la part des autorités turques. **En particulier, la Commission a rarement fait usage de la possibilité de centraliser la gestion des projets IAP ou d'appliquer des mesures correctrices lorsque les conditions des projets n'étaient pas respectées. Par ailleurs, la possibilité de suspendre les financements en cas de non-respect des principes de la démocratie et de l'état de droit, qui existait pour l'IAP I, n'est pas explicitement prévue dans les règlements régissant l'IAP II.**

Nous avons constaté que la viabilité de ces résultats positifs était compromise, principalement en raison d'un manque de volonté politique, aggravé par les révocations et suspensions massives de fonctionnaires et les nombreuses restrictions imposées à la société civile.

Les causes de ces retards étaient connues : des capacités administratives trop faibles au sein de certains ministères pour pouvoir élaborer des propositions de projets, la rotation excessive du personnel au sein de l'unité centrale de financement et de passation de contrats (UCFC), chargée de gérer la plupart des fonds dépensés en Turquie au titre de l'IAP »⁸.



Financement de la « société civile » turque

La situation socio-politique en Turquie

Depuis 2016, la liberté d'expression est de plus en plus remise en cause, notamment par une interprétation arbitraire et restrictive de la législation, des pressions politiques, des licenciements, des fermetures de médias, des amendes pécuniaires et des poursuites judiciaires fréquentes contre des membres de l'opposition et l'emprisonnement de journalistes, qui conduisent à l'autocensure.

Le climat politique actuel crée un environnement qui restreint la liberté d'expression dans les médias et sur Internet, en bloquant régulièrement les décisions et les affaires contre les utilisateurs des médias sociaux, tandis que la loi sur la diffamation et la législation antiterroriste sont utilisées comme moyen de faire pression sur les critiques. La liberté de réunion reste restreinte en droit et en pratique, les autorités n'autorisant pas les marches et faisant un usage disproportionné de la force dans le maintien de l'ordre lors des manifestations.

La Constitution garantit la liberté d'association, néanmoins, un grand nombre de fondations et d'associations ont été fermées par décrets-lois après la tentative de coup d'État, parfois avec la confiscation de leurs biens. D'autres fondations et associations pratiquent l'autocensure pour éviter un sort similaire. La société civile reste donc financièrement vulnérable et dépendante des subventions publiques. Un nombre important d'organisations de la société civile continuent de voir leurs opérations remises en cause par des restrictions ou des pratiques discriminatoires de la part des institutions de l'État.

L'état de droit, l'indépendance de la justice et le principe de séparation des pouvoirs ont été sapés et les juges et les procureurs ont été soumis à de fortes pressions politiques. Les licenciements massifs dans leurs rangs ont également un impact sur les capacités de travail de la magistrature. Le droit à un procès équitable reste une préoccupation. Les informations faisant état de l'application de la torture et des mauvais traitements sont très préoccupantes.

La Turquie est le seul membre du Conseil de l'Europe à ne pas reconnaître le droit à l'objection de conscience pour les conscrits. Les problèmes des minorités religieuses comme la formation du clergé, les permis de travail pour le clergé étranger sont également en suspens. Concernant les fondations minoritaires, le règlement sur les procédures électorales pour les fondations non musulmanes n'est toujours pas publié après son annulation en 2013.

Le respect des droits fondamentaux des personnes LGBTI, en particulier les crimes haineux, reste un sujet de préoccupation. La promotion du rôle traditionnel des femmes, la mise en œuvre inefficace de la législation, les déclarations des autorités entravant l'essence de l'égalité entre les sexes et la faible qualité des services font de la discrimination à l'égard des femmes et de la violence sexiste des sujets de préoccupation majeurs. En Turquie, les féminicides restent toujours un problème grave.

Fetometre

Il s'agit d'un logiciel (faisant référence au nom péjoratif pour la Confrérie Gülen), qui a été créé en 2017 par le commandement des forces navales turques pour extirper les adeptes du mouvement Hizmet/Gülen. Selon la logique du logiciel, si une personne travaillait pour une institution affiliée à la communauté Gülen, cela suffisait à le rendre suspect.

Initialement mis en œuvre dans la marine nationale, le programme se généralisait progressivement. **Fetometre identifie les adeptes présumés de Gülen sur la base de 78 critères principaux et 253 critères secondaires. Une personne qui obtient quatre points est identifiée comme suspect**, déclenchant une série de conséquences, notamment le licenciement et des poursuites pénales pour des accusations liées au terrorisme.

Initialement 58, le nombre de critères n'a cessé d'augmenter pour finalement atteindre 78 critères essentiels et 253 critères secondaires dont beaucoup se rapportent à des informations personnelles telles que l'éducation, la formation, la réussite scolaire, la famille, les proches, le mariage et les antécédents financiers. Entre le coup d'État militaire manqué en juillet 2016 et décembre 2020, un total de 24 566 officiers ont été expulsés de l'armée. Quelque 11 000 soldats font l'objet d'enquêtes criminelles. Selon le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu, un total de 597 783 personnes ont fait l'objet d'une enquête sur des liens présumés avec Gülen entre 2016 et 2020, ce qui a conduit à 282 790 détentions et **94 975 arrestations**.⁹



Instruments du financement des ONG turques

European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR)

Selon le site web de l'EIDHR « il s'agit d'un programme conçu pour aider la société civile à devenir une force efficace pour la réforme politique et la défense des droits de l'Homme. S'appuyant sur sa force principale, qui est sa capacité à fonctionner sans avoir besoin du consentement du gouvernement hôte, l'EIDHR est en mesure de se concentrer sur des questions politiques sensibles et des approches innovantes et coopérer directement avec les organisations de la société civile locale.

Les dernières doivent préserver leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, en prévoyant une grande flexibilité et une capacité accrue de réponse aux circonstances changeantes. Le programme vise à renforcer la protection, la promotion, la mise en œuvre et le suivi des droits de l'homme et des droits fondamentaux principalement en soutenant les organisations de la société civile et les victimes de la répression »¹⁰.

European Endowment for Democracy

Le Fonds européen pour la démocratie (FEDEM) est une institution « indépendante » créée en 2013 par l'Union européenne qui fonctionne comme un fonds international autonome. La principale mission du Fonds est d'accorder des subventions et de promouvoir la démocratie dans le voisinage européen (Partenariat oriental et région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord), dans les Balkans occidentaux, en Turquie et au-delà.

Le FEDEM apporte son soutien aux organisations issues de la société civile, aux mouvements pro-démocratie, aux militants civiques et politiques ainsi qu'aux journalistes et médias indépendants œuvrant en faveur d'un système politique démocratique et pluraliste.

L'aide du Fonds s'adresse également aux organisations nouvellement créées ou non enregistrées, aux plateformes informelles, aux groupes de jeunes et aux personnes individuelles. Le Fonds soutient en particulier ceux qui ne bénéficient d'aucune aide de la part des autres donateurs et des instruments mis en place par l'UE, à condition d'adhérer aux valeurs démocratiques fondamentales et de respecter les droits de l'Homme et les principes de la non-violence.

Civil Society Facility (CSF)

La Facilité pour la société civile (FSC) a été créée en 2008 dans le cadre de l'instrument de pré-adhésion, dans le but de soutenir le développement d'une société civile active capable de participer au débat public sur la démocratie, les droits de l'Homme, l'inclusion sociale et l'État de droit. Le CSF vise à aider la société civile à développer sa capacité à influencer les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision – en renforçant la société civile au sein d'une démocratie participative.

Les ONG pro-Erdogan financées par l'UE

Introduction

En 2020, 3 fondations islamistes (pro - Erdogan) ont bénéficié du financement de l'Union européenne (de plus de 8 millions TL soit 832.255 euros à l'époque) en participant aux 14 projets différents¹¹. Le mécanisme du financement est en fait simple: un « **pool** » de **subventions** est constitué avec l'argent donné par l'État turc et les fonds alloués par le budget de l'UE. Les subventions sont gérées par l'Agence nationale turque qui est affiliée à la Direction des affaires européennes du ministère des Affaires étrangères. Cette Agence distribue les fonds à travers 2 programmes principaux : les programmes « **Erasmus Plus** » et « **Solidarité européenne** »...

Erasmus Plus est divisé en 5 domaines principaux (enseignement supérieur, éducation des adultes, enseignement professionnel, enseignement scolaire et jeunesse) et le **programme européen de solidarité** est divisé en 2 domaines principaux (volontariat, solidarité).

Parmi les fondations dont les dossiers sont rapidement acceptés et financés par l'Agence nationale figurent **KADEM**, **TÜGVA** et **TÜRGEV**. Outre **TÜGVA** et **TÜRGEV**, il existe quelques noms bien connus parmi les fondations bénéficiant de subventions de l'UE : la Fondation **Ensar** et la Fondation **Birlik**, dont Tayyip Erdogan est le principal fondateur.

Selon le journaliste turc **Eray Celebi**, après la défaite aux élections locales et la perte de la mairie d'Istanbul par le parti d'Erdogan (AKP) en 2019, **les fondations islamistes proches du gouvernement turc ont utilisé l'instrument du financement européen pour soutenir leurs actions.**

Eray Celebi révèle que « l'Association **Genç Birikim** a reçu alors **689 300 euros** pour 3 ans. L'association **Genç Çaba** a reçu **324 000 euros** et l'association **Aide et Amour aux Patients en Oncologie** a reçu **271 000 euros** » !

Une somme de **1 300 000 euros** selon le taux d'échange en 2019 ! Les dépenses des associations et fondations bénéficiaires du programme européen ont-elles été facturées ou les factures sont-elles gonflées... ? L'Agence nationale turque demande-t-elle le compte de cet argent ? Vérifie-t-elle les factures ?

Cependant, lorsque les subventions reçues par certaines fondations atteignent des dimensions remarquables, des réactions les accompagnent. Selon les informations que j'ai obtenues des mes sources, la réaction était transmise aux autorités de l'Agence nationale turque lors d'une réunion. Voici ce que les autorités ont dit : « Vous avez raison, nous ne pouvons rien faire, ceux qui reçoivent des subventions élevées ont accès au gouvernement ! »¹¹.

Les résidences étudiantes de la Confrérie Gulen récupérées par les Fondations pro-Erdogan

Selon les documents obtenus et publiés par le journaliste Metin Cihan - auprès d'un ancien employé de la fondation **TÜGVA** - il s'est avéré que, après le 15 juillet 2016, les résidences étudiantes de la Confrérie Gulen ont été fermées par décret. Par la suite, elles étaient remises à **TÜGVA**, **TÜRGEV**, **KADEM**, **ÖNDER**, **İlim Yayma Cemiyeti**, Fondation **Ensar** qui sont très proches de l'AKP.

Les documents expliquent en détail comment les résidences étudiantes qui ont été confisquées et fermées après la tentative de coup d'État, ont été partagées entre des fondations et associations proches de l'AKP. Ces fondations ont organisé des réunions pour partager les résidences étudiantes en question et elles ont déterminé quelle résidence étudiante dans quel quartier serait attribuée à telle ou telle Fondation¹².

Cojep International

Le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep) est une des ONG pro-Erdogan qui participent aux programmes de la *Société Civile* (Erasmus + etc) financés par l'UE. Cette association a été créée en 1992 à Belfort sous le nom de Cojep. À l'époque, ils avaient le même siège que l'antenne locale du mouvement islamiste Milli Görüs.

En 1996, alors que les « services » de l'État français commencent à s'interroger sur le Cojep, l'association « migre » à Strasbourg. Trois ans plus tard (en 1999) le Cojep devient Cojep International. L'association a aujourd'hui un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et elle est accréditée au Parlement européen et à l'OSCE.

Selon le site web du Cojep, on peut lire que l'association travaille dans des domaines tels que « *migration, statut de migrant, citoyenneté, participation démocratique, éducation et vivre ensemble* »¹³. Ali Gedikoglu, son président actuel, s'illustre presque quotidiennement par ses messages pro-AKP et pro-Erdogan sur son compte Twitter. Après la tentative de coup d'État en 2016, il écrivait par exemple sur Twitter, au sujet des sympathisants supposés des putschistes : « *Où que vous les voyiez, crachez au visage de tous ceux qui éprouvent de la sympathie pour ces bâtards !!!* »¹⁴.

Cojep adopte systématiquement les positions du gouvernement turc. Il administre aussi le site web *MedyaTurk* qui propage la position officielle de la Turquie. Depuis le coup d'État, ils organisent avec des membres de l'AKP (qui siègent au Conseil de l'Europe) des événements en soutien au gouvernement turc. Gedikoglu n'hésite pas à se prendre en photo avec le consul turc basé à Strasbourg.

PEJ: Le parti égalité-justice (... des Turcs)

Le PEJ a été créé en 2015 à Strasbourg et sa proximité idéologique et ses relations avec le Cojep sont plus qu'explicites. **Parmi ses positions politiques on trouve l'abolition de la loi de 1905 qui fonde la séparation de l'Église et de l'État, l'autorisation de porter le voile pour les écolières dans les écoles publiques, la nourriture halal dans les écoles, le soutien aux Palestiniens, la solidarité communautaire.**

Le parti turc était représenté efficacement dans les circonscriptions où les populations turques et musulmanes sont fortement représentées. Le Cojep était à l'époque propriétaire du site web du parti PEJ et responsable de sa publication. Ali Gedikoglu se retrouve d'ailleurs sur de nombreuses photos prises lors d'événements organisés par le PEJ et publiées sur son compte Facebook. Le PEJ a déjà participé aux élections départementales de mars 2015, mais a été éliminé au premier tour. Selon le magazine *Marianne* : « *le Parti égalité justice est étroitement lié au Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), une ONG internationale qui constitue, partout où elle s'implante, le relais de l'AKP* »,¹⁵ le parti du président turc Erdogan.

Selon *L'Express*, « *de nombreux gestionnaires de PEJ occupent des fonctions de responsabilité dans le Cojep* »¹⁶. Devant la commission d'enquête du Sénat, Mohammed Sifaoui, journaliste et écrivain, déclarait que : « *le Cojep est dirigé par des islamistes turcs notamment à l'Est du pays où il est très présent. Sa doctrine et sa vision sont antirépublicaines, anti-laïques et communautaristes. Je vous invite à vous y intéresser et à étudier les modalités de son interdiction* »¹⁷.

TÜGVA

La Fondation *Türk Genclik Vakfı* (TÜGVA) fait partie aussi des ONG turques qui sont financées par l'UE dans le cadre des projets pour la *société civile* (Erasmus+ etc.) **Elle est dirigée indirectement par Bilal Erdogan, fils du président turc.** TÜGVA et KADEM ont reçu une subvention de **4 440 000 TL** en 2016 de l'Union européenne et des Nations unies par l'intermédiaire du ministère de la Famille et des Politiques sociales et du ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

Selon le site d'investigation *Nordic Monitor*¹⁸, TÜGVA a secrètement élaboré un plan (en 2017) pour attirer les Turcs d'origine allemande vers des emplois au gouvernement turc. Selon des documents divulgués de TÜGVA, les dirigeants de la fondation ont discuté de la façon de répondre au gouvernement allemand, qui avait restreint la campagne politique d'Erdogan en Allemagne. À l'époque, Erdogan et ses associés demandaient aux électeurs de la Turquie et des communautés de la diaspora d'approuver l'adoption d'un référendum constitutionnel qui a changé le système parlementaire en une présidence à la turque, donnant à Erdogan des pouvoirs présidentiels incontrôlés.

Le « Sultan » turc avait publiquement qualifié les dirigeants allemands de « nazis et de fascistes » et avait demandé aux Turcs et aux musulmans d'Allemagne de ne pas voter pour Angela Merkel lors des prochaines élections. Le recrutement de Turcs ayant terminé leurs études en Allemagne et dans d'autres pays pour un emploi en Turquie était une priorité pour la TÜGVA.

Selon un document divulgué, « *ceux qui ont terminé des études de premier cycle ou des cycles supérieurs en Allemagne en particulier doivent être placés dans des institutions gouvernementales et privées en Turquie* »¹⁹. TÜGVA voulait en fait attirer des Allemands d'origine turque en Turquie et étendre ses opérations clandestines sur le territoire allemand, notamment des activités de collecte de renseignements et de surveillance.

Certains des candidats seraient probablement placés dans les services de renseignement turcs pour une infiltration discrète dans les institutions allemandes.

Les camps d'été

TÜGVA organise chaque année une série de camps d'été « éducatifs » pour les élèves turcs. La fondation couvre les frais de transport et de nourriture tandis que les étudiants se voient proposer des cours de religion, des sports et des activités de divertissement. Les organisateurs demandent également aux étudiants de mémoriser certaines paroles du prophète Mahomet et de leur enseigner les principaux concepts théologiques de l'islam. Le site web de la fondation indique que le but des camps d'été est de sensibiliser les jeunes à l'appartenance à la Ummah, la communauté des musulmans.

TÜGVA invite souvent **Nureddin Yıldız**, un religieux radical, en tant qu'orateur principal lors des camps d'été pour endoctriner les jeunes Turcs dans une idéologie islamiste. **Yıldız a soutenu la campagne djihadiste armée en Syrie**, et il s'est fréquemment rendu dans la capitale turque – invité par TÜGVA – pour prononcer des sermons²⁰.

Les sermons du djihad...

La fondation TÜGVA qui a fait la une dans les réseaux sociaux (en septembre 2021) à cause des allégations selon lesquelles ses membres sont embauchés dans les institutions publiques turques, a été de nouveau exposée en octobre 2021. Pendant la cérémonie de prestation de serment des nouveaux membres de TÜGVA dont Bilal Erdogan, le fils du président turc, est l'un des dirigeants, les slogans criés ont suscité une grande réaction. Dans les images publiées sur les réseaux sociaux on voit les adhérents qui crient : « *Nous, soldats de la TÜGVA... Je viens de la TÜGVA. Je suis partout ; dans les airs, sur terre, en mer ! A Idlib, au Cachemire, en Palestine. Allah, le Coran, le prophète, le commandant en chef Erdogan* »²¹.

La Fondation Ensar

Lorsque la Fondation Ensar a été créée à la fin des années 1970, certains noms liés aujourd'hui à l'AKP faisaient partie du conseil de l'administration de la fondation. La famille Erdogan est également étroitement associée à la Fondation Ensar, dont les premiers fondateurs sont l'ancien ministre de l'Éducation nationale de l'AKP Ömer Dinçer et Kadir Topbaş, l'ancien maire AKP d'Istanbul. Bilal Erdogan, fils du président turc, assiste aux réunions des branches régionales de la Fondation Ensar.

La Fondation Ensar et TÜGVA, deux fondations islamistes, sont connues pour leur proximité étroite avec le gouvernement turc. Parmi les privilèges qu'elles reçoivent de l'État, elles ont également bénéficié des subventions accordées dans le cadre des programmes de l'UE.

En fait, **31 760 euros** ont été reversés au projet « Youth Whispers » de la Fondation Ensar et **41 500 euros** au projet « Young Turkey Congress » de TÜGVA en 2016 dans le cadre du programme *Erasmus Youth Dialogue* de l'UE. Le projet de TÜGVA selon son site web « vise à faire réfléchir les jeunes sur les problèmes importants de la société et nos problèmes qui doivent être résolus »²².

Maltraitance et viols

La Fondation Ensar est fréquemment venue à l'agenda public avec ses abus d'enfants. Il a été révélé que 10 enfants ont été abusés sexuellement entre 2012 et 2015 dans les dortoirs de la Fondation Ensar à Karaman. Muharrem Büyüktürk, l'enseignant accusé, a été condamné à 84 ans de prison à l'issue du procès en 2016²³.

Le président de la branche de Çorum de la Fondation Ensar, Zekai İşler, a été condamné à 12,5 ans de prison pour le viol de deux petites filles. De plus, Mehmet Nuri Gezmiş, président de la branche de Rize de la Fondation Ensar, a été accusé d'avoir abusé sexuellement 2 jeunes garçons pendant 24 ans. Malgré les scandales sexuels, la Fondation Ensar a été autorisée à entrer dans les écoles publiques turques avec les accords qu'elle a passés avec le ministère de l'Éducation nationale.

Turk Kizilayi

La gestion scandaleuse des 6 milliards d'euros de l'UE

Au printemps 2016, une réunion de travail du Croissant-Rouge (Turk Kizilayi) a eu lieu à Ankara. Le vice-président de l'ONG turque Kerem Kınık a déclaré aux participants que « les 6 milliards d'euros de l'Europe vers la Turquie seront probablement dépensés via le Croissant-Rouge car les négociations vont dans ce sens en ce moment. Notre seul but d'existence sont les personnes qui sont vraiment dans le besoin. C'est pourquoi le mouvement du Croissant-Rouge existe »²⁴.

Le scandale avec la donation indirecte

Le journaliste **Celal Eren Çelik** a révélé que Başkentgaz, une entreprise privée qui gère le réseau du gaz dans la capitale turque Ankara a fait un don de **8 millions de dollars** à Turk Kızılay en 2017, mais le don contenait une condition intéressante. Selon un document publié par le journaliste, Başkentgaz a fait le don à la condition que le Croissant-Rouge reçoive **75 mille dollars** de l'argent et transfère les **7 millions 925 mille dollars** restants à la Fondation Ensar pour la construction d'un dortoir²⁵.

Selon la législation fiscale turque, **100 %** des dons à Turk Kızılay sont exonérés d'impôt. En revanche, le même don versé directement à la Fondation Ensar a une déduction d'impôts plafonnée à 5 % du chiffre d'affaires d'une entreprise. Turk Kızılay est devenu alors un intermédiaire de Başkentgaz et l'argent a pu être transféré par la suite à la Fondation Ensar.

Başkentgaz a effectué le « don conditionnel » de sorte qu'elle ne peut pas être prise dans la barre fiscale. Il n'est pas improbable que des méthodes similaires aient été utilisées avant ou après. Il n'y a aucune information ou document sur le nombre de dons qui ont été faits en faisant du Croissant-Rouge un intermédiaire pour une opération d'évasion fiscale.

Le don de **7 925 000 dollars** fait par Başkentgaz à la Fondation Ensar à travers le Croissant-Rouge était par la suite reversé à la Fondation **TÜRKEN** pour la construction d'une résidence étudiante aux États-Unis. Le directeur général de la Fondation Ensar, Hüseyin Kader, a déclaré que « la Fondation Ensar, avec TÜRGEV, a lancé la création d'une fondation appelée **TÜRKEN** aux États-Unis en 2014. Cette Fondation a mis en place un projet de dortoir où nos jeunes, qui se rendent aux États-Unis pour l'éducation et la recherche, peuvent rester en toute sécurité à l'écart de l'emprise de la Confrérie Gulen (FETO). Un terrain dans un emplacement central à Manhattan, New York, a été acheté et la construction du dortoir de la Fondation **TÜRKEN** a commencé sur ce terrain. »²⁶.

Les réseaux et les embauches

En fait, des allégations d'irrégularités à Turk Kızılay sont à l'ordre du jour depuis le tremblement de terre de Marmara en 1999. Kemal Demir, qui était le président du Croissant-Rouge de l'époque et a présidé l'institution pendant 20 ans ainsi que les dirigeants du **Croissant-Rouge** de l'époque avaient fait l'objet d'enquêtes pour leurs **salaires exorbitants**, des achats illégaux, des produits de luxe, etc.

Après le départ de Kemal Demir, des nouvelles allégations sont parvenues à l'administration du Croissant-Rouge pendant la période de l'AKP. Selon une plainte déposée, il y avait des allégations que malgré le fait que Turk Kızılay possédait des dizaines de propriétés immobilières à Istanbul, un manoir avait été loué pour 12 000 dollars et que les gérants recevaient des salaires exorbitants.

Il a été affirmé que l'administration du Croissant-Rouge a utilisé **3 700 000 TL** avec la méthode « d'achat urgent » (le 21 mai 2018) pour l'achat de véhicules tout-terrain 4x4. En outre, il a été révélé que les responsables du Croissant-Rouge ont fait des dépenses exorbitantes sur des achats de véhicules, les achats de matériel et les achats de bâtiments.

De nombreuses entreprises privées ont été créées au sein du Croissant-Rouge, et des cadres supérieurs ont été recrutés pour ces entreprises. Les salaires des administrateurs du Turk Kizilayi, qui étaient de **2 982 TL** en 2016, ont été portés à **16 750 TL** en août 2019. Les PDG des entreprises privées du Croissant-Rouge sont payés plus de **31 000 TL** (5 000€) par mois.

Le fils de Kemal Kinik a été nommé directeur après 2016. Sa fille et sa belle-fille participent également à l'administration de la branche du Croissant-Rouge d'Istanbul. Selon les allégations publiées par le journal Cumhuriyet, les personnes qui n'ont pas des liens étroits avec l'AKP ne peuvent pas obtenir un emploi à Turk Kizilayi.²⁶ Contrairement aux enquêtes et poursuites ouvertes concernant les allégations formulées lors du tremblement de terre de Marmara en 1999, aucune enquête n'a été ouverte sur ces dernières allégations de la gestion des fonds européens.

1 milliard 600 millions d'aides de l'Union européenne

Le Parti de gauche (Die Linke) en Allemagne a soulevé des questions sur le soutien financier du gouvernement allemand et de l'Union européenne au Croissant-Rouge et ses liens avec la Fondation Ensar, dont le nom était impliqué dans le scandale des abus sur enfants.

Dans la réponse du gouvernement allemand, il a été déclaré que le Croissant-Rouge était impliqué dans deux programmes d'aide **en espèces** qui soutiennent les besoins fondamentaux des réfugiés syriens en Turquie et la scolarisation des enfants. Le Croissant-Rouge a utilisé **1 milliard 600 millions** d'euros pour le projet réalisé par le biais de la Halk Bank (cette banque est accusée aux États-Unis pour blanchiment d'argent iranien). Il a également été souligné que l'Union européenne a transféré **32 400 000** euros au Croissant-Rouge turc dans le cadre du Conseil danois pour les réfugiés²⁷.

En réponse à la motion de la députée du Parti de gauche Ulla Jelpke, le gouvernement allemand a indiqué que dans le cadre de la coopération avec le Croissant-Rouge turc, l'Allemagne a engagé **463 844** euros en faveur de l'organisation sur une période de 2 ans (2019-2020). Le gouvernement allemand a rappelé que le contrôle financier des aides envisagées dans le cadre de la coopération avec le Croissant-Rouge était effectué par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), et que la règle de documenter toute dépense supérieure à mille euros est valable²⁸.

KADEM

KADEM est une ONG pro-AKP dont la dirigeante la plus connue est **Summeye Erdogan**, la fille du président Turc. L'ONG **Ankara Human Rights Association** et **KADEM** sont partenaires du projet qui vise à renforcer les organisations de la société civile et le dialogue civil en Turquie. Le projet est financé par l'instrument d'aide à la pré-adhésion (IAP) de l'UE et l'Autorité centrale des finances et des marchés (agence turque) pour **135 000** euros. Pour le projet d'« égalité au travail » l'Agence centrale des finances et des marchés publics - IAP (Instrument d'aide à la pré-adhésion de l'UE) a fourni un soutien de **150 mille euros** à KADEM.

Dans le cadre du programme *Dialogue avec la Société Civile* (*Sivil Toplum Dyalogu III*) financé par l'Union européenne, un projet de création d'un réseau civique entre la Turquie et l'Europe pour les femmes en politique a été réalisé en 2015.

Selon le site web de l'ONG turc KADEM on peut lire que « le projet, mené en partenariat avec KADEM (Turquie), COJEP (France) et FEMYSO (Belgique), vise à créer un réseau civique entre la Turquie et l'Europe afin d'accroître la participation des femmes en politique. À cette fin, des visites d'étude, des ateliers et des colloques ont été organisés dans le cadre du projet et un site web a été préparé. »²⁹



Summeye Erdogan
Source : Wikipédia

FEMYSO

Le FEMYSO (branche européenne de la jeunesse des Frères Musulmans) a été créé par une initiative conjointe de la FIOE et de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (**WAMY**) en collaboration avec plusieurs organisations nationales de jeunesse musulmane. En 2004, le site Internet de la FIOE incluait la FEMYSO comme l'une de ses « organisations centrales » et la décrivait comme « ... un forum qui se compose de dizaines d'organisations et d'associations de jeunes et d'étudiants couvrant la majeure partie de l'Europe. Le forum s'efforce de sensibiliser les jeunes musulmans et de préserver leur identité en organisant des séminaires, des conférences, des camps et des cours avancés, ainsi qu'en publiant des brochures, des magazines et des livres et en créant un réseau de communication de membres et de contacts via Internet »³².

Le FEMYSO s'est développé en un réseau de 37 organisations membres, rassemblant des jeunes de plus de 40 pays. L'organisation a son siège à Bruxelles et ses bureaux se trouvent dans le même bâtiment que ceux de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (WAMY).



Financement de la recherche et des forces de sécurité

HORIZON

200 millions d'euros pour la... recherche turque !

Avec son budget de presque **80 milliards** d'euros, Horizon 2013-2020 est le plus grand programme de recherche et d'innovation de l'UE lancé à ce jour par l'UE. Peu de gens savent que la Turquie est associée aux programmes-cadres de recherche de l'UE depuis 2003.

Dans le cadre du programme précédent (Horizon 2007-2013), il y a eu plus de 1 000 participations d'institutions publiques et privées turques dans environ 950 projets qui ont reçu environ 200 millions d'euros en financement de l'UE. L'accord accordant à la Turquie un accès complet à Horizon 2013-2020 a été signé le 4 juin 2014 à Istanbul. Le coordinateur national du programme Horizon 2020 en Turquie est le Conseil de recherche scientifique et technologique de Turquie (TUBIKAT).

HORIZON 2027

Le programme *Horizon 2027* dispose d'un budget total de 95,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027, soit une augmentation de 30 % par rapport au programme précédent, Horizon 2020.

En novembre 2019, une réunion du comité mixte (pour la recherche) entre l'Union européenne et la Turquie a eu lieu avec la participation de **Jean-Eric Paquet**, directeur général de la recherche et de l'innovation à la Commission européenne. Des négociations ont lieu entre la Commission européenne et TUBITAK sur le processus de mise en œuvre du plan d'action convenu entre l'UE et la Turquie dans les domaines de la recherche et de l'innovation.³³

Dans le cadre de la réunion, des informations ont été données par les autorités de la Commission européenne concernant le programme Horizon Europe, qui sera réalisé par la Commission européenne entre 2021 et 2027, et qui s'inscrit dans la continuité du programme Horizon 2020. Le 6 mars 2020, Jean-Eric Paquet et sa délégation se sont rendus à Ankara. Lors des réunions tenues par la délégation européenne sous la coordination de TÜBİTAK, des consultations ont eu lieu concernant les études menées et envisagées par l'UE et la Turquie dans les domaines de la recherche et de l'innovation.³⁴

Des avis ont été échangés sur les avancées de la Turquie en matière de recherche et d'innovation et dans ce contexte, l'importance de la coopération avec l'Europe dans le cadre d'Horizon 2020. Dans son évaluation de fin de journée, **Jean-Eric Paquet** s'est dit satisfait des activités que la Turquie entend poursuivre dans le cadre de l'Espace européen de la recherche. **Il a déclaré que les diverses caractéristiques culturelles et géographiques de la Turquie sont un élément important qui crée une valeur ajoutée pour l'écosystème international de R&D** et d'innovation, auquel l'Espace européen de la recherche accorde de l'importance.³⁵

À la suite des réunions tenues tout au long de la journée, des évaluations détaillées ont été faites sur la vision, la stratégie et les plans futurs de la Turquie en matière de recherche et d'innovation, en particulier sur la question de la capacité de la Turquie à bénéficier du programme Horizon 2020 de la manière la plus efficace. Jean-Eric-Paquet a souligné le rôle important de la Turquie dans le cadre de l'Espace européen de la recherche et du programme Horizon 2020.³⁶

La recherche militaro-sécuritaire

TÜBITAK-SAGE

Il s'agit de l'Institut de recherche et de développement des industries de défense qui a été créé en 1972. Il poursuit aujourd'hui ses recherches au sein des trois campus à Ankara: Lalahan, Beşevler et Middle East Technical University. La mission de TÜBITAK SAGE est de rendre la Turquie indépendante dans les technologies de défense en lui fournissant une puissance concurrentielle et des technologies à haute valeur ajoutée par le biais de la R&D. Il réalise des projets avec le ministère de la Défense nationale, les forces armées turques, la présidence des industries de défense et le service turc du renseignement MIT.

Quand l'UE finance l'industrie de défense turque !

Le TÜBITAK SAGE et les industries militaires turques (Aselsan, STM, Roketsan, etc) participent aux différents projets de la recherche financés par l'UE. Les fonds européens utilisés par TÜBITAK dans le cadre du programme Horizon lui permettent de :

1) *Mettre en œuvre un programme de recherche et développement (R&D), qui crée de la valeur ajoutée pour l'industrie de la défense turque entre autres.*

2) *Économiser des dizaines des millions d'euros (du budget national turc) pour la recherche et le développement de systèmes de défense. De l'argent qui (sans la participation au programme Horizon) serait dépensé pour d'autres projets civils de recherche.*

Il est à noter que les plus grandes industries de défense en Turquie (TAI, Aselsan, Roketsan, Havelsan, etc.) ont pour principal actionnaire la Fondation de Soutien des Forces Armées Turques (TSK Vakfi). En fait, pour chaque vente d'armes (de fabrication turque) par les entreprises mentionnées aux pays tiers, la Fondation de l'armée reçoit un dividende en tant qu'actionnaire.

En Turquie donc, l'armée est aussi une entreprise commerciale majeure qui a non seulement un intérêt de s'impliquer dans les différents théâtres d'opérations à l'étranger mais exploite la guerre de faible intensité contre le PKK pour tester l'efficacité des produits de l'industrie de défense turque !

En janvier 2020, le ministre de la Défense nationale Hulusi Akar et le directeur de l'Organisation nationale du renseignement (MIT) Hakan Fidan ont rendu visite au Centre de recherche MAM (région de Marmara) qui appartient au TÜBİTAK. Akar et Fidan ont examiné des projets R&D en cours et ils ont assisté à la démonstration du Système national de défense laser mobile ARMOL développé par TÜBİTAK. L'arme laser nationale avait passé avec succès les tests d'acceptation en septembre 2019 et avait le droit d'entrer dans l'inventaire des forces armées turques.³⁷

Financement des forces de sécurité

Refus d'assister la Grèce, membre de l'UE !

Fin août 2021, la Commission européenne n'a pas répondu positivement à la demande de la Grèce de financer l'activité des garde-côtes grecs (qui protègent les frontières européennes) à hauteur de 15,8 millions d'euros. Selon un article publié sur le site Internet du magazine allemand *Der Spiegel*, la commissaire européenne aux affaires intérieures, Ilva Johansson, soulignait que *«la Commission a posé comme condition à la satisfaction de la demande grecque la mise en place d'un mécanisme indépendant en Grèce pour surveiller le respect des droits fondamentaux»*.³⁸ La raison du refus de la Commission de répondre immédiatement à la demande formulée (depuis mars 2021) par le ministre grec des affaires maritimes est le traitement « réservé » aux immigrés dans la mer Égée (voir push-backs).

Les médias internationaux et les organisations humanitaires accusent depuis longtemps la Grèce de refoulements systématiques, c'est-à-dire de rapatriement illégal de migrants des eaux territoriales grecques vers la Turquie. La situation dans la mer Égée a placé la Commission dans une position difficile, étant donné que l'affaire des refoulements implique également Frontex en tant qu'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Les ONG et les médias internationaux reprochent à Frontex que ses bateaux arrêtent les migrants au large de la mer Égée et les remettent aux garde-côtes grecs, qui les renvoient ensuite dans les eaux territoriales turques. De son côté, Frontex insiste sur le fait qu'elle fait ce qu'il faut.

L'UE finance l'achat des navires turcs qui percutent les navires grecs

Pour « détecter » les passages illégaux dans la mer Égée l'UE a donné **17,9 millions d'euros** à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a acheté six patrouilleurs de classe SAR **pour les garde-côtes turcs** chez Damen Group, une société néerlandaise. Cette société a fait l'objet d'enquêtes officielles aux Pays-Bas pour corruption.³⁹ L'argent pour les patrouilleurs provenait **des trois milliards d'euros** que l'UE a fournis à diverses ONG et institutions pour soutenir les réfugiés en Turquie.

Les agressions turques

Le 13 février 2018, un navire des garde-côtes turcs a percuté un navire des garde-côtes grecs afin de le couler. Le navire grec a en effet été cofinancé par l'Union européenne. Aux premières heures du 11 mars 2020, un navire des garde-côtes turcs effectuant des manœuvres dangereuses a délibérément percuté un bateau de patrouille des garde-côtes grecs dans les eaux territoriales grecques, causant des dégâts matériels.

En 2019, l'existence d'un programme européen pour l'achat de 4 navires des garde-côtes turcs, de 9 à 11 mètres de long, avec une vitesse maximale de 35 nœuds et une autonomie de 300 kilomètres a été confirmé par le commissaire à la politique de voisinage, M. Oliver Várhelyi. Le député européen grec M. Androulakis, à l'occasion du **comportement criminel** des garde-côtes turcs avait demandé à la Commission européenne si elle devait continuer à cofinancer l'achat de 4 navires des garde-côtes turcs. Il a aussi demandé s'il existe d'autres programmes de financement (dans le cadre du mécanisme de l'aide à la pré-adhésion IAP II) pour les forces armées turques ou les forces de sécurité et qu'elle est la garantie que ces fonds ne seront pas utilisés contre la Grèce.⁴⁰

Le commissaire hongrois, répondant à l'eurodéputé grec, note que ces achats sont effectués dans le cadre de la déclaration commune UE-Turquie sur la crise des réfugiés. Il a répondu que « La Commission considère que la poursuite de la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie de mars 2016 est nécessaire pour garantir la réduction de la migration irrégulière vers l'UE. Dans le cadre de l'assistance financière en cours de la Commission pour la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie, l'UE soutient les garde-côtes turcs en leur fournissant une formation et des équipements pour les opérations de recherche et de sauvetage en mer Égée, contribuant ainsi à sauver des vies en mer.

L'UE soutient également la Turquie à travers l'instrument d'aide de pré-adhésion (IAP) pour améliorer la gestion et la sécurité de ses frontières, mais aussi pour assurer une meilleure gestion des migrations. **L'équipement fourni aux forces terrestres dans le cadre de l'IPA comprend des véhicules blindés et non blindés** transportant du matériel de surveillance des frontières, ainsi que des radars de surveillance et des caméras thermiques. La plupart de ces équipements ont déjà été livrés »⁴¹.

Il confirme également qu'en plus des 4 navires, la Commission a déjà cofinancé, via le mécanisme d'aide de pré-adhésion (IAP II), l'achat de véhicules blindés et non blindés « transportant des équipements de surveillance des frontières, ainsi que des radars de surveillance et des caméras thermiques »⁴².

Concernant le contrôle de la Commission sur l'utilisation de ces équipements, le commissaire a déclaré que la délégation de l'UE à Ankara était en contact fréquent avec les parties prenantes et a assuré que « L'UE dispose d'un système de contrôle interne et externe. Le contrôle interne est dirigé par la délégation de l'UE en Turquie, qui est en contact régulier avec les garde-côtes turcs, pour s'assurer que les navires financés par l'UE sont utilisés aux fins prévues. La Commission continuera de surveiller la situation pour s'assurer que tous les engagements sont respectés »⁴³.

À l'occasion de la réponse de la Commission, le député européen M. Androulakis a fait la déclaration suivante : « Il est inacceptable que pendant que M. Erdogan utilise les réfugiés et les migrants comme moyen de chantage à l'Europe, la **Commission continue à financer l'achat des navires et des véhicules pour les forces armées et les forces de sécurité turques. Surtout après les événements aux**

frontières terrestres gréco-turques (février 2020) où l'ensemble des dirigeants européens s'est rendu et a constaté l'ampleur de la menace pour la sécurité européenne, le commissaire hongrois ne peut rester indifférent et poursuivre normalement de tels programmes. La Turquie doit cesser de recevoir de l'argent du mécanisme d'aide à la pré-adhésion, en particulier pour des projets liés à l'achat d'équipements pour les forces de sécurité turques. Des explications immédiates sont nécessaires de la part de la Commission européenne pour cette politique »⁴⁴.

66 millions d'euros (!) pour des véhicules blindés

En 2017, la Turquie a acheté des véhicules militaires blindés Cobra II pour un coût total de **47,4 millions d'euros**. **L'UE a contribué à 75%** et le reste a été payé par la Turquie. La plus grande entreprise de défense privée de Turquie, Otokar, a remporté l'appel d'offres au printemps 2017 tandis que la Commission européenne a confirmé le nombre de véhicules achetés à 82. Elle a ajouté que l'accord entre la Turquie et la Commission stipule qu'« après la livraison, l'équipement fourni sera utilisé exclusivement pour la surveillance des frontières. Toute autre utilisation ou modification du matériel nécessite l'autorisation écrite de la Commission »⁴⁵.

L'UE a également payé intégralement à la Turquie l'achat de 50 véhicules lourdement blindés pour patrouiller la frontière turco-grecque. Selon les documents d'appel d'offres, les véhicules devaient contribuer à « la prévention de la migration illégale, des crimes transfrontaliers et de la contrebande »⁴⁶. L'appel d'offres, d'une valeur d'environ **29,6 millions d'euros**, a été remporté par la société de défense et de sécurité Aselsan, détenue à 84% par la Fondation de l'armée turque. En réalité, Aselsan ne fournira que la technologie et l'électronique. Les véhicules blindés HIZIR (de fabrication turque) sont produits par le constructeur automobile Katmerciler. Cette société appartient à Ismail Katmerci, ancien député du parti AKP du président Erdogan.

Et l'Allemagne...

Selon le site europost.gr, le gouvernement allemand a décidé de fournir un financement d'urgence aux garde-côtes turcs à hauteur de **32 millions d'euros** pour l'aider à stopper le flux de plus de migrants souhaitant entrer dans l'UE. Le parti Die Linke a accusé Merkel d'être soumise à Erdogan et a souligné que « la politique de guerre de la Turquie du nord de l'Irak à la Syrie et à la Libye crée toujours de nouvelles causes de crise »⁴⁷. C'est donc à tort que le gouvernement allemand envoie plusieurs millions d'euros à Ankara pour « moderniser » ses garde-côtes, si bien que la Turquie agit comme un acteur violent aux frontières de l'Europe.

Selon le gouvernement allemand, la décision a été prise avant le voyage de Merkel en Turquie fin janvier 2020 et comprend le financement du remplacement des moteurs des navires des garde-côtes turcs, l'achat de pièces détachées et la formation des autorités portuaires turques.

Cette décision du gouvernement allemand soulève de nombreuses questions concernant le niveau d'information et de compréhension de la situation dans la mer Égée orientale car, selon les données disponibles, il y a deux explications logiques. Soit les services secrets allemands ne savent pas ce qui se passe ou bien ils n'ont peut-être pas informé la chancellerie des "services" que les garde-côtes turcs offrent aux trafiquants turcs, afin que ces derniers puissent transporter des migrants vers la Grèce plus facilement et en toute sécurité.



Financement des think tanks

SETA, think tank d'Erdogan

Le think tank SETA (Fondation pour la recherche politique, économique et sociale) a été fondé dans les années 2000 par Ibrahim Kalin, actuel porte-parole du président Turc et ancien élève d'Ahmet Davutoglu. Ce dernier est considéré comme l'idéologue principal du « profondeur stratégique » de la Turquie et du néo-ottomanisme. Des anciens dirigeants de la Fondation SETA occupent aujourd'hui des postes importants au sein du Palais présidentiel à Ankara. SETA est devenu progressivement la pépinière des nouveaux cadres - bien éduqués et polyglottes - du parti islamiste AKP.

Dans un rapport (policy paper) préparé par le SETA pour combattre la Confrérie Gülen (FETO) en Turquie et à l'étranger, une semaine après la tentative du coup d'État (juillet 2016) on peut lire que « la tâche la plus difficile est de lutter contre les institutions internationales du FETO. Certains États et agences de renseignement pourraient utiliser FETO pour affaiblir et menacer la Turquie. Le gouvernement turc doit persuader d'autres États afin de lutter contre FETO dans le domaine national. Il devrait présenter des données complètes et des fichiers plus détaillés par le biais de la diplomatie publique afin de démontrer les activités illégales de FETO.

Faire pression sur les médias internationaux, les milieux universitaires et politiques est une nécessité absolue. Le lobbying et les cabinets d'avocats et un plan global pour faire connaître le danger de FETO sont des rôles clés pour cette tâche. Ces entreprises devraient formaliser la cause de la Turquie de manière appropriée à l'étranger. Le bureau de la diplomatie publique doit expliquer la lutte contre FETO dans les domaines internationaux et nationaux.

La principale étape qui mène à l'élimination de l'organisation est de renverser Fethullah Gülen. L'élimination du leader serait très décisive pour la lutte car le leadership spirituel et l'influence de Gülen sur son organisation sont l'élan principal des membres pour assurer sa survie. Pour cette raison, la Turquie devrait demander l'expulsion de Gülen et devrait également assurer la réhabilitation et la normalisation de la jeunesse güleniste »⁴⁸.

Le rapport contre ...l'islamophobie en 2018

Entièrement financé sur les deniers européens, à hauteur de près de 130 000 €, le « rapport européen sur l'islamophobie 2018 »⁴⁹ de 848 pages « analyse » les attitudes des membres de l'Union européenne vis-à-vis de l'islam. Les auteurs du rapport pointent journalistes, intellectuels, politiques, institutions et gouvernements européens. Et plutôt que de s'appuyer sur un consortium d'experts assurément objectif et pluriel, l'Union européenne a choisi de laisser chapeauter ce projet par le SETA, le think tank turc quasi-étatique et très proche du gouvernement Erdogan.

L'eurodéputée du groupe parlementaire Identité et Démocratie, Mme Virginie Joron a posé une question concernant le financement du rapport préparé par SETA. Voici la question : « La fondation turque SETA a préparé le rapport 2018 sur l'islamophobie de la Commission européenne. La mise en place des « instituts contre l'islamophobie » et de « porte-parole pour les affaires islamiques » dans presque tous les pays occidentaux est une stratégie prônée par la SETA.

D'après la chaîne de télévision allemande Deutsche Welle, cette fondation est dirigée par Serhat Albayrak, grand frère de Berat Albayrak, gendre d'Erdogan depuis 2004 et ministre turc des finances et du trésor jusqu'en novembre 2020. Serhat Albayrak serait aussi le président du conseil d'administration du conglomérat Turkuvaz Media, très proche du gouvernement turc et un de plus important de Turquie. Tous les directeurs de la SETA seraient de proches conseillers d'Erdogan. La Commission a confirmé que ce rapport a été financé par Bruxelles (127 000 euros) et que le gouvernement turc en a sélectionné l'auteur. La Commission n'aurait vérifié que la procédure.

1. La Commission a-t-elle validé le paiement sans lire le rapport publié en 2019 ?

2. Sur quels critères la Commission a-t-elle choisi la Turquie pour la rédaction de ce rapport ?

3. Quelles sont les études attribuées à la fondation SETA entre 2010 et 2021 et financées par le contribuable européen ? »⁵⁰.

La réponse du commissaire M. Várhelyi au nom de la Commission européenne est révélatrice de la situation scandaleuse sur la gestion des fonds européens. En plus le commissaire européen a évité de répondre à la troisième question posée par Mme Joron.

Selon lui : « Le rapport sur l'islamophobie en Europe publié en 2018 est le fruit d'un projet qui s'inscrivait dans le cadre du programme UE-Turquie pour le dialogue avec la société civile, financé par le budget 2015 au titre de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP). Ce programme a été mis en œuvre au moyen d'une gestion indirecte par la direction des affaires européennes du ministère turc des affaires étrangères.

La Commission n'a pas participé au processus de sélection des projets à financer au titre de ce programme; son rôle consistait à veiller à ce que des règles strictes, reposant sur les principes de transparence et d'égalité de traitement, soient appliquées pour l'octroi des subventions. En outre, la sélection des bénéficiaires des fonds de l'UE est subordonnée à l'absence de motifs d'exclusion, comme la fraude ou les infractions terroristes, tels que définis dans le règlement financier et soumis à des mesures restrictives de l'UE.

Dans ce contexte, la Commission n'est pas responsable du contenu du matériel de communication et des rapports élaborés par les bénéficiaires des fonds de l'UE, qui relève de leur seule responsabilité. Le rapport de la Fondation de recherche politique, économique et sociale (SETA) ne reflète pas la position de la Commission, qui n'a, quant à elle, pas approuvé ce document de quelque manière que ce soit.

Depuis 2017, après la détérioration de la situation concernant les libertés fondamentales en Turquie, la Commission a recentralisé la gestion des fonds de l'UE consacrés au soutien à la société civile dans ce pays afin de reprendre le contrôle sur la manière dont les fonds de l'UE sont dépensés dans un domaine aussi sensible. »⁵¹

► **1** Annonce d'un colloque à Bruxelles pour présenter le rapport sur l'islamophobie (en 2020). L'événement est financé par l'UE avec la participation du think tank pro Erdogan SETA (source: site web de SETAV).





Co-funded by the European Union
The project is funded by the European Union

COUNTERING ANTI-MUSLIM RACISM IN EUROPE

21 JANUARY 2020
TUESDAY

15.00

Opening Speech
Magid Magid
MEP

Moderator
Enes Bayraklı
SETA

European Parliament
Room ASE1 Altiero Spinelli
Building Brussels/Belgium

setacanli setavakfi

This poster was produced with the financial support of the European Union. Its contents are the sole responsibility of the Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA) and the Leopold Weiss Institute for Research on Contemporary Muslim Life and Thought, and do not necessarily reflect the views of the European Union and the Ministry of Foreign Affairs Directorate for EU Affairs.

Speakers

Farid Hafez
UNIVERSITY OF GEORGETOWN

Carmen Aguilera
UNIVERSITY OF GRANADA

Amina Easat-Daas
DE MONTFORT UNIVERSITY

Aristotle Kallis
KEELE UNIVERSITY

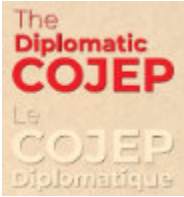
Alfredo Alietti
UNIVERSITY OF FERRARA



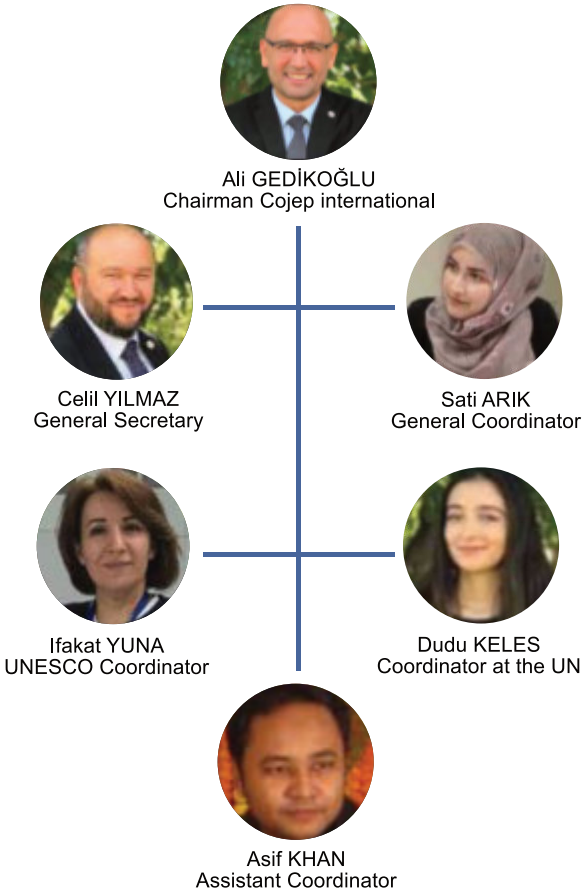
► **2** Photo du colloque. Sujet : Accuser l'Europe d'islamophobie (source: site web de SETA).



► **3** Parmi les participants se trouvaient Enes Bayraklı du SETA (4e à gauche) et le MEP britannique Magid Magid (1er à droite) (source: site web de SETA).



► **4** L'équipe dirigeante du Cojep International. Sati Arik est avocate et responsable de la section Femmes à l'étranger du AKP (source: site web du Cojep).



► **5** Lettre signée par Ali Gedikoglu (Cojep). Il propose au président azéri Aliyev ses services pour faire du lobbying auprès des institutions européennes (site web du Cojep).



Azərbaycan Respublikasının Prezidenti

Zati-aliləri Sayın İlham Aliyevə

Muhterem Sayın Cumhurbaşkanı,

Karabağ Savaşında qazanılmış zaferin sevinci ve kururuyula Sizi və Azərbaycan halkını COJEP INTERNATIONAL adından və şəhsən öz adımdan 28 May Respublika Günü münasibətilə samimi kalpdən təbrik ediyör, tüm kalbimizlə kutluyoruz!

Şanlı Azərbaycan bayrağı bu yıl mayın 28-də işkaldan azad edilən topraklarda da dalğalanyor! Can Azərbaycan'ın yaşadığı bu tarixi dönm Türkdünyası için yeni bir nəfəs olmuştur.

Hür Azərbaycan'ın hüriyyəti sonsuza kadar sürsün! Azərbaycan Hürriyyəti'nin sonsuza kadar sürməsi için, hak işinin tüm dünyaya ulaşması, uluslararası platformlarda Can Azərbaycan'ın mövqələrinin möhkəmlənməsi için COJEP INTERNATIONAL olaraq savunmaya, gözetməyə bundan sonra da devam edəcəğiz!

COJEP INTERNATIONAL adına şəhsən öz adıma böyük saygılarımız və hörmətlərimizlə Sizə və Birinci vitse-prezident Mehriban hanım Aliyevaya, Can Azərbaycan halqına tüm kalbimizlə 28 May Respublika Günü münasibətilə təbriklərimizi ulaşıdırıyoruz!

Üç rəngli bayrağımla mesud yaşa, Can Azərbaycan!

Ali Gedikoglu

COJEP INTERNATIONAL Prezident

Ali Gedikoglu



► **6** Événement organisé par Cojep au Conseil de l'Europe (financé par l'UE) (source site web du Cojep).

► **7** Événement organisé par Cojep (financé par l'UE) (source site web du Cojep).

► **8** Publicité d'un projet de la jeunesse avec la participation de TUGVA et le Cojep, financé par l'UE (source site web de TUGVA).



► **9** 158.000 euros pour un projet (financé par l'UE) entre KADEM, FEMYSO et Cojep (source: www.veryansintv.com).



► **10** Photo des intellectuels islamistes. Parmi eux on voit Necip Fazil Kısakurek (en premier) et Hassan Al Banna (à droite) (source: site web de TUGVA).



► **11** Nureddin Yildiz, imam et idéologue radical islamiste pendant un stage, organisé par TUGVA (source: site web de TUGVA).



► **12** Les adhérents de TUGVA prononcent le sermon d'allégeance à la famille Erdogan. (Source: site web de Odatv).

► **13** Bilal Erdogan pendant une assemblée générale de TUGVA (source: site web du TUGVA).



► **14** Publicité d'un projet financé par Erasmus+ avec la participation de MUSIAD (Union des entrepreneurs proches d'AKP) et de la Fondation TURGEV (source: site de TURGEV).

► **15** Liste des projets (avec les montants de financement européen) de TUGVA et TURGEV
(source: www.veryansintv.com).

PROJE ADI	KURUM	HİBE
"Geleneksel Spor ve Oyunların İhyası için Dijital Platform ve Uygulamalar Geliştirilmesi" Projesi	World Ethnosport Confederation	197.790,00
SOCIAWARE: Dezavantajlı Gençlerin Sosyal Uyum için Oyun Yazılımı Okulu	TÜRKİYE GENÇLİK VE EĞİTİME HİZMET VAKFI	180.767,00
e-NGO	TURKIYE GENCLIK VAKFI	127.430,00
Anadolu'dan Avrupa'ya Avrupa'dan Anadolu'ya Gençlik Değişim Projesi	TURKIYE GENCLIK VAKFI	91.572,00
Zenginliklerimizi Birlikte Keşfedelim	TURKIYE GENCLIK VAKFI	44.256,00
Genç Türkiye Kongresi	TURKIYE GENCLIK VAKFI	41.540,00
Gönüllülerin, Deneyim Kazanma Hareketliliği	TÜRKİYE GENÇLİK VE EĞİTİME HİZMET VAKFI	34.980,00

► **16** Liste des projets (avec les montants de financement européen) de TUGVA et TURGEV
(source: www.veryansintv.com)

Geleneksel Spor ve Oyunlar Aracılığıyla Gençlik Çalışanlarının Güçlendirilmesi	World Ethnosport Confederation	33.532,00
EthnoFood; Geleneksel Lezzetler ve Kültür Festivali	World Ethnosport Confederation	29.970,00
Uluslararası "Geleneksel Spor ve Oyunların Yeniden Doğuşu" Forumu	World Ethnosport Confederation	26.550,00
Sevgi Ziyaretleri	Türkiye Gençlik Vakfı	6.888,00
İyilik Olsun!	Türkiye Gençlik Vakfı	5.740,00
Dijital Dil Kafe	Türkiye Gençlik Vakfı	5.740,00
Sesini Duyabilirim	World Ethnosport Confederation	5.500,00



Notes

- **1** <https://www.cairn.info/l-art-de-l-etat-en-turquie--9782811110253-page-223.htm>
- **2** <https://www.cairn.info/l-art-de-l-etat-en-turquie--9782811110253-page-223.htm>
- **3** <https://www.cairn.info/l-art-de-l-etat-en-turquie--9782811110253-page-223.htm>
- **4** <https://www.leconomiste.com/article/la-turquie-face-aux-171criteres-de-copenhague171>
- **5** https://ec.europa.eu/echo/where/europe/turkey_fr
- **6** https://ec.europa.eu/echo/where/europe/turkey_fr
- **7** <https://en.iyte.edu.tr/manset/iztech-recieved-100-full-points-from-european-commission/>
- **8** <https://op.europa.eu/webpub/eca/special-reports/turkey-7-2018/fr/>
- **9** <https://www.politurco.com/feto-meter-how-the-witch-hunt-system-works-in-turkey.html>
- **10** https://www.euro-access.eu/programm/european_instrument_for_democracy_and_human_rights
- **11** <https://www.veryansintv.com/tugva-ve-turgev-rotayi-abye-kirdi-vakiflara-hibe-yagdi>

- **12** <https://www.evrensel.net/haber/444998/gazeteci-metin-cihandan-tugva-iddialari-paralel-devlet-yapilanmasi-bilindik-hikaye>
- **13** <https://cojep.com/category/cojep-international-en/?lang=en>
- **14** <https://www.valeursactuelles.com/politique/enquete-quand-erdogan-fait-campagne-en-france/>
- **15** <https://www.marianne.net/politique/la-main-d-erdogan-dans-les-urnes-de-france-68-candidats-du-pej-aux-legislatives>
- **16** <https://brunobertez.com/2017/06/15/a-lire-absolument-islamisation-erdogan-construit-un-reseau-de-partis-politiques-a-sa-main-en-europe-et-bien-sur-en-france/>
- **17** https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-1_mono.html#toc72
- **18** <https://nordicmonitor.com/2021/10/president-erdogans-family-foundation-developed-secret-plans-to-target-turks-in-germany/>
- **19** <https://nordicmonitor.com/2021/10/president-erdogans-family-foundation-developed-secret-plans-to-target-turks-in-germany/>
- **20** <https://nordicmonitor.com/2021/11/president-erdogans-family-promotes-muslim-brotherhood-ideology-among-millions-of-students-in-turkey/>
- **21** <https://www.gercekhaberci.com/tugva-lilarin-yemin-goruntusu-gundeme-oturdu-allah-kuran-peygamber-baskomutan-erdogan/150024/>
- **22** <https://www.facebook.com/tugvaTR>

- **23** <https://tr.sputniknews.com/20160815/karaman-cinsel-istismar-hapis-1024383332.html>
- **24** <https://www.haberler.com/turk-kizilayi-genel-baskani-dr-kerem-kinik-tan-12337015-haberi/>
- **25** <https://www.ciddigazete.com/gundem/baskentgaz-vergiyi-ensar-a-odedi-h21938.html>
- **26** <https://www.tr724.com/ensar-vakfi-8-milyon-dolar-manhattanda-yurt-yaptik/>
- **27** <https://www.ulla-jelpke.de/fragen>
- **28** <https://www.ulla-jelpke.de/fragen>
- **29** <https://kadem.org.tr/>
- **30** <https://kadem.org.tr/>
- **31** https://en.wikipedia.org/wiki/Marie_Christine_Vergiat
- **32** <https://femyso.org/we-are-femyso/>
- **33** https://www.tubitak.gov.tr/sites/default/files/content_files/iletisim/edergi/index.html
- **34** https://www.tubitak.gov.tr/sites/default/files/content_files/iletisim/edergi/index.html
- **35** https://www.tubitak.gov.tr/sites/default/files/content_files/iletisim/edergi/index.html
- **36** https://www.tubitak.gov.tr/sites/default/files/content_files/iletisim/edergi/index.html
- **37** <https://mam.tubitak.gov.tr/tr/haber/tubitaka-surpriz-ziyaret>
- **38** <https://www.spiegel.de/Griechenlands>

pushbacks skandal

- **39** <https://www.ecomagazine.com/news/industry/damen-shipyards-raided-accused-of-bribing-government-officials>
- **40** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/125110/NIKOS_ANDROULAKIS/other-activities/written-questions-other
- **41** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/125110/NIKOS_ANDROULAKIS/other-activities/written-questions-other
- **42** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/125110/NIKOS_ANDROULAKIS/other-activities/written-questions-other
- **43** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/125110/NIKOS_ANDROULAKIS/other-activities/written-questions-other
- **44** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/125110/NIKOS_ANDROULAKIS/other-activities/written-questions-other
- **45** <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/>
- **46** <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/>
- **47** <https://europost.gr/?s=>
- **48** <https://www.setav.org/>
- **49** <https://www.setav.org/>
- **50** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/197627/VIRGINIE_JORON/home
- **51** https://www.europarl.europa.eu/meps/en/197627/VIRGINIE_JORON/home

Financement de la Turquie d'Erdogan par l'Union européenne

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2021
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu